« Je travaille, tu travailles, Sodexo empoche »

Une grève dans le secteur des soins vient de prendre fin, victorieuse, après onze jours. Chronique d'un conflit historique.

Quand arrive enfin la bonne nouvelle, le temps de quelques secondes, certains peinent à y croire. « Ça veut dire qu'on a gagné ? » demande une femme, le visage incrédule. « Mais oui ! », rétorque une autre femme. « On a gagné ! » s'écrie une voix, vite rejointe par d'autres. Une clameur s'élève. « On a gagné ! On a gagné ! » Des larmes coulent. Des gens s'embrassent, dansent, sautent, crient, s'arrêtent un instant, puis s'embrassent, dansent sautent et crient à nouveau.

Quelques heures plus tôt. Une odeur de barbecue plane sur le rond-point de la rue Jacquinot à Bettembourg en ce samedi matin, devant la maison de soins « An de Wisen ». D'une enceinte portable s'élève le son de « Bella Ciao », chanson antifasciste italienne mondialement connue. L'ambiance est fébrile.

À 10 heures, une délégation de l'OGBL a rencontré le Premier ministre Bettel, le ministre de la Sécurité sociale Romain Schneider, et plusieurs hauts fonctionnaires. À 11 heures, les représentants du gouvernement devaient rencontrer une délégation de la COPAS, fédération patronale des prestataires de soins. Depuis, plus de nouvelles. Et ce alors que depuis la veille il semble clair qu'une sortie du conflit est proche, qu'un accord pourrait être trouvé aujourd'hui.

Un conflit qui commence au plus tard en juin 2017, quand la nouvelle convention collective FHL (pour « fédération des hôpitaux du Luxembourg ») est signée au terme d'un long conflit social. Plusieurs maisons de soins, qui ne sont plus

membres de la FHL, refusent d'appliquer la nouvelle convention FHL à leurs salarié.e.s. Pourtant, il a été convenu que tous les ancien.ne.s salarié.e.s, qui ont jusque là été payés selon la convention FHL, continueraient de l'être. Mais les maisons de soins concernées clament des « problèmes budgétaires ».

Des maisons exploitées par des prestataires privés, mais financées par de l'argent public, issu des caisses de la sécurité sociale. Des maisons qui, pour certaines, se sont déjà forgées une réputation d'employeurs peu amènes au dialogue – notamment « An de Wisen », maison exploitée par la multinationale Sodexo. Officiellement, Sodexo, qui exploite la maison via une association du même nom, n'engrange pas de bénéfices. Dans la pratique, l'OGBL relève tout de même quelques constructions financières « étranges » à l'occasion d'une conférence de presse en plein conflit.

Grève historique à Bettembourg

C'est à Bettembourg, où Sodexo a voulu licencier 66 personnes dans le passé avant d'y renoncer sous la menace de la grève et moyennant intervention du gouvernement, que débute la grève. 99 pourcent des salarié.e.s concerné.e.s y avaient voté la grève. Mercredi 6 juin, à six heures du matin, deux tentes OGBL sont montées dans le rond-point devant l'établissement. Un camping-car servant de quartier général par la suite y est garé. C'est dans la bonne humeur et sous un soleil plombant que débute la première grève au Luxembourg depuis la grève chez ACL en décembre 2014. Une grève qui n'avait duré que deux jours.

Celle de Bettembourg durera plus longtemps. Onze jours en tout – une grève historique, la plus longue depuis 1995 et la grève des carreleurs qui avait duré 28 jours, elle.

À Bertrange, où une autre maison de soins entre en grève un jour après Bettembourg, elle ne durera pas très longtemps : à peine quelques heures après le début, la grève est terminée,

victorieuse, la direction de la maison a accepté toutes les revendications de l'OGBL. Sous la contrainte, comme elle affirmera plus tard, ayant manifestement mal compris le concept d'une grève. À Bettembourg, elle continue.

Le samedi, elle est soutenue par une manifestation de solidarité qui rassemble quelque 300 personnes. La direction a organisé un barbecue pour les résidents dans le jardin, afin de les éloigner le plus possible des manifestant.e.s. Mauvais calcul : les manifestant.e.s font le tour, traversent une petite forêt et se retrouvent face à face avec le directeur, à quelques mètres du barbecue seulement. « Je travaille, tu travailles, Sodexo empoche », crient-ils sans relâche, au rythme des tambours.

Ils feront de même quelques jours plus tard, devant le siège de Sodexo, dans une zone d'activités à Bertrange, où leur présence bruyante tranche quelque peu avec le style très soigné du voisinage.

« Briseurs de grève »

Tout le personnel de Bettembourg ne fait pas grève. Les contrats plus récents tombent sous le champ d'application de la convention SAS (secteur d'aide et de soins) et ne sont pas concernés par le litige collectif opposant les salariés FHL à leur direction. Ils n'ont donc pas le droit de faire grève. C'est d'ailleurs à eux que la direction fera appel pour remplacer les grévistes, tout comme à des élèves stagiaires, amenés à exécuter des tâches non prévues par la loi selon des personnes présentes dans la maison.

Avant de faire appel à des « briseurs de grève », des « jaunes », via la COPAS, sont engagés. Alors que la grève entre dans sa deuxième semaine, le président de la COPAS demande à ses membres de détacher des salarié.e.s afin de soutenir « An de Wisen ».

Les grévistes décident de riposter et installent des barrages

filtrants à tous les points d'entrée dès 5:30 heures du matin. Avec succès, puisque sept « remplaçants » sont ainsi empêchés d'entrer, tout comme les élèves stagiaires qui sont, eux aussi utilisés pour contourner la grève.

La police est dépêchée sur place par la direction de la maison. De longues discussions s'ensuivent, notamment avec les juristes de l'OGBL qui estiment que les barrages sont totalement légaux et légitimes, puisque le prêt de main d'œuvre est interdit en cas de grève. Finalement, la police décide jouer à merveille son véritable rôle sociétal : elle lève les barrages sous la menace d'arrestations et fait entrer les « briseurs de grève ». Une attaque frontale contre le droit de grève, comme l'écrira l'OGBL dans un communiqué de presse.

L'Inspection du Travail et des Mines, dépêchée sur place à de maintes reprises, ne peut que constater les faits pour ouvrir une enquête qui débouchera éventuellement sur des sanctions tardives. Pas de quoi impressionner la direction de « An de Wisen ».

Victoire !

Mais cette « escalade de la tension », comme le qualifie la presse locale, précipite la réaction du gouvernement. Soucieux du maintien de la paix sociale à quelques mois des élections, ce sont les ministres LSAP qui prennent les choses en main. C'est Romain Schneider, ministre de la Sécurité sociale, qui rencontrera les directions respectives des maisons concernées pendant de longues heures, et qui élabore un plan de sortie de crise.

Au lendemain de cette rencontre, ce sont deux maisons de soins du groupe « Zitha Senior » qui entrent en grève : Saint Jean de la Croix à Luxembourg et Saint Joseph à Pétange. Même si les salarié.e.s FHL sont largement minoritaires dans ces maisons, l'élargissement du conflit permet de faire monter

considérablement la pression : un jour plus tard, le Conseil de gouvernement entérinera le plan de sortie de crise élaboré par le ministre Schneider.

C’est au onzième jour de la grève, un samedi après-midi, que prend fin la grève la plus longue depuis 22 ans. Le gouvernement accepte de débloquer des fonds supplémentaires, la COPAS accepte de payer les salariés concernés selon la convention FHL – et ce même rétroactivement.

Quand arrive enfin la bonne nouvelle, pendant quelques secondes, certains peinent à y croire. Puis ils laissent exploser leur joie.

Malgré la joie, tous ressentent un petit pincement au cœur quand est démonté le petit village de grève qui s’était développé les onze jours précédents dans le rond-point rue Jacquinot à Bettembourg. « Quelle journée, et quel combat », écrit l’une des grévistes. Bravo à toutes et tous. Souvenons-nous que la solidarité l’emporte sur toutes nos différences. Tous unis pour même combat. Et vive la vie. »